

Conférence mondiale sur le climat : s'engager davantage pour la justice climatique mondiale

La manifestation nationale pour le climat du 30 septembre à Berne a dépassé les attentes. "Le signal de la population suisse est clair et net : la justice climatique n'est pas négociable", déclare Stefan Salzmann d'Action de Carême. L'Alliance climatique suisse attend maintenant de la délégation suisse chargée des négociations qu'elle s'engage en faveur de la justice climatique lors de la conférence sur le climat à Dubaï (COP28).

Les conséquences négatives de la crise climatique sont ressenties à des degrés divers par les populations : les plus touchées sont les millions de personnes vivant dans les pays les plus pauvres. Elles manquent de moyens et de ressources pour s'adapter à l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes comme les sécheresses et les inondations. Patrik Berlinger d'Helvetas : "Les principaux responsables sont les personnes riches ayant une grande empreinte écologique dans le monde, dont font également partie les Suisses. La Suisse a donc le devoir de contribuer à atténuer les conséquences graves pour les plus pauvres".

Protection du climat en Suisse, soutien climatique dans les pays pauvres

Lors de la Conférence sur le climat à Dubaï, le premier inventaire mondial (Global Stocktake) sera achevé, comme le prévoit l'Accord sur le climat de Paris pour 2023. L'Alliance climatique attend du Conseil fédéral que la Suisse mette également en évidence ses propres lacunes en matière de réduction des émissions de CO₂ et qu'elle augmente sensiblement sa contribution au financement international du climat pour soutenir les pays les plus pauvres, en particulier à partir de 2025. Parallèlement, la Suisse doit œuvrer résolument pour que l'économie mondiale et la communauté internationale abandonnent totalement le charbon, le pétrole et le gaz d'ici 2050 au plus tard.

Comme la crise climatique entraîne déjà des dommages et des pertes irréversibles dans de nombreux endroits du monde, le fonds d'indemnisation décidé il y a un an doit être rendu opérationnel à Dubaï. L'Alliance climatique attend de la Suisse, en tant que place financière importante et centre de négoce de matières premières, qu'elle contribue de manière constructive à une solution équitable au niveau mondial, afin que les personnes vivant dans la pauvreté, qui ont déjà beaucoup perdu dans le sillage de la crise climatique, puissent bénéficier rapidement d'un soutien financier supplémentaire. "Le financement de la contribution de la Suisse au fonds doit être conçu selon le principe du pollueur-payeur et de manière socialement acceptable", estime Florian Glaser de StopPauvreté. Cybèle Schneider de l'EPER ajoute : "La Suisse doit s'assurer que le fonds complète les instruments existants de la coopération au développement, de l'aide en cas de catastrophe et de l'aide humanitaire. Les branches et les multinationales ayant leur siège en Suisse et qui contribuent de manière déterminante au changement climatique doivent participer au fonds de manière appropriée".

Pour le nouveau Parlement élu le 22 octobre, l'appel à la justice climatique signifie également une invitation à agir. Si la communauté internationale veut atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, tous les pays doivent réduire leurs propres émissions et accélérer en conséquence les changements socialement équitables et écologiquement viables. En Suisse, la loi sur le CO2 à partir de 2025 sera adoptée au début de la nouvelle législature. Patrick Hofstetter du WWF : "La loi doit être corrigée. Le projet du Conseil des Etats de compenser les manquements de la politique intérieure en matière de réduction de CO2 par d'autant plus de projets à l'étranger est inacceptable et devrait être modifié par le Conseil national".

La justice climatique est une préoccupation largement soutenue en Suisse. La votation du 18 juin sur la loi sur la protection du climat l'a montré : la protection du climat est capable de réunir une majorité.

Apprenez-en plus sur les revendications de l'Alliance climatique et sur l'engagement des membres du groupe de travail "Justice climatique" de l'Alliance climatique dans la [prise de position](#).

Contacts :

Stefan Salzmann, responsable du programme "Justice climatique" Action de Carême & co-président de l'Alliance climatique, salzmann@fastenaktion.ch; 041 227 59 53

Patrik Berlinger, responsable de la communication politique chez Helvetas, patrik.berlinger@helvetas.org, 044 368 67 14

Cybèle Schneider, responsable justice climatique à l'EPER cybele.schneider@heks.ch, 079 900 37 08

Florian Glaser, responsable de la campagne StopPauvreté, florian.glaser@stoparmut.ch, 079 753 65 86

Patrick Hofstetter, responsable du groupe Climat & énergie au WWF Suisse, patrick.hofstetter@wwf.ch, 076 305 67 37